

Mumia überlebt ... hinter Gittern?

Das Todesurteil gegen Mumia Abu-Jamal wurde laut AP am Dienstag aufgehoben. Der schwarze US-Journalist, verurteilt wegen eines angeblichen Polizistenmordes, ist ein weltweites Symbol im Kampf gegen die Todesstrafe. Trotz zahlreicher Unregelmäßigkeiten im damaligen Prozess wurde die Wiedereröffnung des Verfahrens abgelehnt. Binnen 180 Tagen soll eine Verhandlung über ein neues Strafmaß stattfinden, andernfalls werde die Strafe in lebenslänglich umgewandelt, entschied der Richter. Die Mumia-Unterstützer beharren auf ihrer Forderung nach einem neuen Verfahren, so dass es möglicherweise zu einer Berufung gegen den Richterspruch kommt.

Beem fir Bosnie gepflanzt

Die Aktion "Beem fir Bosnie", die im März diesen Jahres von SchülerInnen der 8. TE/PO-Klasse des Lycée Technique du Centre gestartet wurde, hat jetzt ihren erfolgreichen Abschluss gefunden. Ziel der Aktion war es, Geld zu sammeln, damit, die zum im bosnischen Kakrinje entstehenden "Centre Européen de Thérapie, de Loisirs et de Mémoire" gehörende Obstplantage, die vom Krieg zerstört wurde, neu angelegt werden kann. Anfang Oktober überreichten SchülerInnen den BegründerInnen der Luxemburger Vereinigung "Orphelins de Bosnie", dem Ehepaar Carreau, einen Scheck über 82.000 LUF. Darüber hinaus nahmen zwei bosnische SchülerInnen des Limpertsberger Gymnasiums die Gelegenheit wahr, nach Bosnien zu reisen, um die Aktion vor Ort zu besichtigen und beim Anpflanzen weiterer Obstbäume mitzuhelfen.

Un prix de gauche par un parlement de droite

Le prix Sakharov 2001 "pour la liberté et pour l'esprit", décerné par le Parlement Européen, revient à deux écrivains qui ont tous les deux perdu un enfant dans le conflit israélo-palestinien: Nurit Peled-Elhanan, une juive dont la fille a été tuée dans un attentat suicide palestinien et Izzat Ghazzawi, un palestinien dont le fils a été abattu par l'armée israélienne dans une cour d'école. Malgré ce lourd tribut payé dans un conflit sans fin, les deux ont fait appel, chacun de son côté, à une réconciliation entre leurs peuples. Le troisième lauréat est l'archevêque Zacarias Kamwenho qui, en tant que médiateur neutre, a su faire avancer la paix en Angola. On remarque que les lauréats du prix Sakharov, décerné la première fois en 1988 à un certain Nelson Mandela, sont plutôt des représentant-e-s de mouvements progressistes aspirant vers l'indépendance des peuples.

Aus Meinungen werden Vorschläge

Unter dem Motto "Mobil sinn haut a muer - Äer Meinung ass gefrot" hatte der Mouvement Ecologique im Raum Walfer-Mersch sowie um die "Nordstad" eine Umfrage und jeweils ein Bürgerforum organisiert. Die Resonanz sei sehr positiv gewesen, schreibt die Umweltorganisation, so dass auf dieser Grundlage mit Hilfe eines Fachbüros konkrete Vorschläge zur Verbesserung der regionalen Transport-Situation erstellt werden konnten. Diese sollen in den kommenden Monaten den betroffenen Akteuren unterbreitet werden: Gemeinden, CFL und Transportministerium. Das detaillierte Dossier kann unter der Nummer 43 90 90 angefragt werden.

Etude PISA: la faute à Dieu?

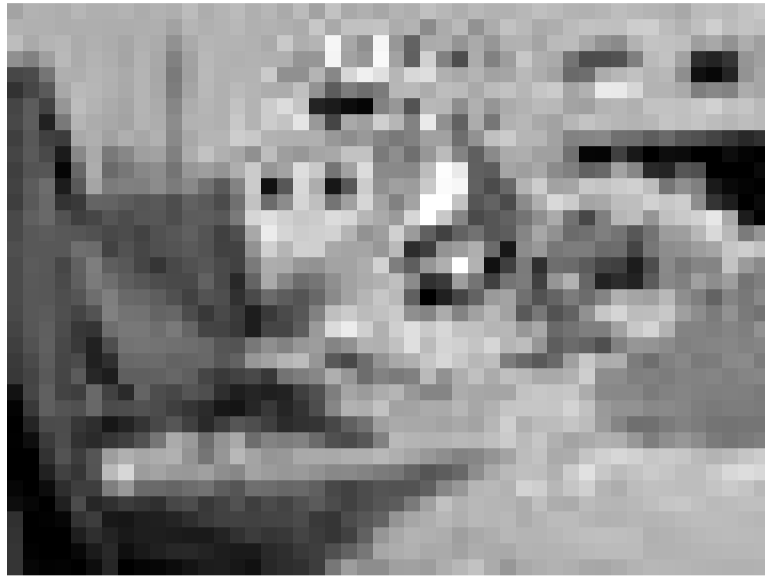
"Depuis presque un siècle notre enseignement est sous la tutelle du parti chrétien-social qui par le biais de l'école publique propage l'idéologie de l'église catholique. Manifestement cet enseignement n'a pas développé les facultés cognitives des élèves." Telle est la conclusion que tire de l'étude PISA le comité de l'association "Liberté de conscience". Il propose aussi une solution: supprimer le cours d'instruction religieuse "qui est basé sur des dogmes et qui ne peut pas prétendre au principe de l'universalité". L'association estime que: "Le temps de deux heures hebdomadaires ainsi récupéré servirait à combler les lacunes considérables constatées dans l'instruction de nos élèves."

Exprimez votre accord ou votre désaccord sur: forum.woxx.lu

UN AN D'INTIFADA

Les civils sont les principales victimes

Amnesty International avait placé sa manifestation du 10 décembre sous le signe des populations civiles, otages des guerres. Un des exemples donnés était celui des Territoires occupés. Ce texte décrit les souffrances des civil-e-s fin novembre; la situation s'est "dégradée" depuis.



Tentes sur le site détruit de Khan Yunus en Palestine

(Photo: Amnesty International)

Le 29 novembre 2000 a commencé en Israël et Palestine la deuxième Intifada. Depuis cette date, plus de 570 Palestiniens et 150 Israéliens au moins ont été tués. Parmi eux, de très nombreux enfants, environ 150 Palestiniens et 20 Israéliens. Des milliers de personnes ont été blessées, souvent à vie.

Civils israéliens et palestiniens vivent depuis une année dans la crainte et la violence. Les Israéliens ont peur dans les rues commerçantes, dans les cafés, ou sur les routes des territoires occupés ... Les Palestiniens ont peur dans leurs mai-

sons, dans les rues, lorsqu'ils marchent ou qu'ils conduisent. De part et d'autres, les civils sont les principales victimes d'une situation de conflit larvé, où les violations des droits humains commises par les forces israéliennes comme par les groupes armés palestiniens sont flagrantes et quotidiennes.

Les autorités israéliennes ont en effet répondu à l'Intifada et aux meurtres de civils israéliens en utilisant la force ou la violence, entraînant trop souvent la mort de civils. Lors des manifestations, alors que les Palestiniens lançaient des pierres ou

des cocktails molotov contre les forces de police, elles ont riposté en tirant sur la foule, ne respectant pas les standards internationaux qui recommandent en toute occasion de respecter la vie et de restreindre au maximum les blessures et les dégâts. De nombreuses personnes ont aussi été tuées à des checkpoints, parfois sans autres raisons que la nervosité ou l'imprudence des soldats israéliens. De nombreuses zones résidentielles palestiniennes ont aussi été bombardées. Les groupes armés palestiniens quant à eux ont délibérément pris pour cibles des civils, en déposant des bombes dans des endroits fréquentés lors d'opérations "kamikazes", en tirant sur les voitures portant des plaques israéliennes, en s'en prenant directement aux colons israéliens.

(...) Toujours au nom de la sécurité, des centaines de maisons palestiniennes ont été détruites. Entre les mois de mars et de juillet 2001 par exemple, plus de 30 maisons ont été démolies à Rafah et Khan Yunis, sans que la communauté internationale ne réagisse. Des couvre-feux ont été imposés depuis le début de l'Intifada et appliqués pendant de longues périodes, alors même que les personnes recherchées avaient été arrêtées. Officiellement pour des questions de "sécurité", l'Autorité palestinienne maintient en détention quelque 500 personnes, soupçonnées d'avoir collaboré avec les autorités israéliennes ou d'avoir vendu des terrains aux Juifs. Certaines sont emprisonnées depuis au moins sept ans, sans qu'elles aient été inculpées ou jugées.

Depuis une année, plus de trois millions de Palestiniens et autant d'Israéliens souffrent quotidiennement de violations de leurs droits fondamentaux sans qu'aucune solution ne semble envisagée. La violence s'exacerbe et les représailles employées tant par les forces de sécurité israéliennes que par les groupes armés palestiniens entretiennent les tensions et ne font que plus de victimes civiles. Comme l'ont noté les membres de la commission Mitchell dans leur rapport, "pendant notre dernière visite dans la région, nous avons rencontré des familles de victimes israéliennes et palestiniennes. Ces rencontres étaient très émouvantes et très tristes. Les familles utilisaient les mêmes mots pour décrire leurs peines lorsque nous avons vu les corps des enfants, nous avons compris qu'il était temps pour les adultes de mettre un terme à la violence."

Amnesty International

Contact: tél: 26 29 60 90,
e-mail: amnesty@pt.lu

Dans un communiqué plus récent, AI appelle à un arrêt de la spirale de la vengeance. L'organisation estime que les réactions d'Israël aux horribles attentats suicides du Hamas violent les standards du droit international et sont contre-productives. Elle demande également l'envoi immédiat d'observateurs internationaux.

NACH DEM GIPFEL VON LAEKEN

Genua vor der Haustür?

"Belgien ist ein demokratisches Land wo jeder das Recht hat um sein Missvergnügen zu äussern." (sic) Schöne Worte waren das auf dem offiziellen Flyer, der den Leuten auf dem Weg zur Demo in die Hand gedrückt wurde. Brüssel war am vergangenen Wochenende Veranstaltungsort des EU-Gipfels und damit auch Treffpunkt für GlobalisierungsgegnerInnen. Würde es ein Genua vor der Haustür geben oder nur eine langweilige Demo ohne Sensationen?

Langweilig war das Event bestimmt nicht: Die Anti-Globalisierungs-Bewegung, besser gesagt die Bewegung für eine andere Globalisierung, strotzt nur so von Diversität. Kurden und Türken, Christen und Juden fanden sich in dem selben Demozug wie Kommunisten und Anarchisten. Allerdings waren die Geschehnisse in Brüssel bei weitem nicht so sensationell wie etwa jene in Seattle oder in Genua. Von der Polizei war während der 20.000-Menschen-Demo kaum etwas zu sehen. Auch der Angriff auf drei Banken, eine Polizeistation und ein paar Autos war kein Anlass zum Eingreifen.

Schließlich, nachdem die Demo vorbei war und Konzert und Essen angesagt waren, fuhr die Staatsgewalt doch noch auf - in Massen und mit Wasserwerfer. Dies angeblich, um die Randalierer rauszufischen. Insbesondere bei den zwei verhafteten Luxemburgern hat sie mit Sicherheit daneben gegriffen.

Auch bei der Anarchisten-Demo am Samstag hat die Polizei durch ihr spätes Auftreten nur weitere Schäden provoziert anstatt verhindert. Die Medien haben sich dann wieder auf dieses Black-Block-Randalierer-Klischee gestürzt und 200 AnarchistInnen bekamen mehr Aufmerksamkeit als 20.000 friedliche DemonstrantInnen. Daran ist natürlich nicht nur die Polizei, sondern auch der "Black Block" schuld. Egal ob die Erklärung politische Überzeugung, Bullenprovokation, Seattle-Nachahmung oder sogar Nazi-Infiltration lautet, der negative Effekt in der Öffentlichkeit bleibt.

Vergleicht man die Proteste von Seattle, Göteborg und Genua mit jenen in Brüssel, so zeigt sich: das Verhalten der Polizei spielt eine ausschlaggebende Rolle dabei, wie gewaltvoll oder -frei die Proteste ablaufen. Die relative Zurückhaltung der Polizei geht aber nicht unbedingt auf die demokratische Kultur Belgiens zurück - schließlich ist die Stadt Brüssel interessiert daran, künftig möglichst viele EU-Gipfel auszurichten.

Gary Diderich

Ausführliche Berichte sind auf www.infoladen.lu und www.indymedia.be zu finden.